

Lors de son discours très attendu à l'occasion de la célébration de la 52e édition de la fête de la jeunesse, Paul Biya a fait une déclaration jugée très controversé au sein de l'opinion sur la situation socio-politique dans les régions anglophones du Cameroun.

« Je crois, dresser les premiers bilans : la capacité de nuisance de Boko Haram a été considérablement réduite, la situation se stabilise dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest... », a-t-il déclaré.

Mais plusieurs témoignages concordants que nous recueillons régulièrement sur place montrent toute autre chose.

« Cette déclaration du chef de l'Etat n'a rien à voir avec la situation sur le terrain. Nous vivons avec la peur au ventre, les coups de feu retentissent toutes les nuits, les populations vivent dans l'extrême psychose », lance un habitant de la région du Sud-Ouest.

Depuis l'extradition le 05 janvier par le Nigeria d'Ayuk Tabe et 46 autres séparatistes à Yaoundé, les violences sont montées d'un cran. Les affrontements quasi-quotidien opposent les combattants sécessionnistes aux forces de sécurité et de défense.

Les villes mortes continuent et les l'on assiste à une escalade de violences dans certaines localités de la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

Cinq combattants présumés séparatistes présentés comme les meurtriers des deux gendarmes de la ville de Bingo avaient été tués par l'armée le mardi 06 février. Dans la nuit du mercredi 07 février, la résidence du préfet du département de la Meme ainsi que la compagnie de gendarmerie de Kumba avaient été attaquées.

Pour la seule journée du 11 février dans la localité de Kembong région du Sud-Ouest, trois gendarmes ont été tués par une milice pro-sécessionnistes.

Les sources concordantes ont indiqué que Marcel Namata Diteng sous-préfet de la Momo dans la région du Nord-Ouest a été enlevé par les individus non identifiés vers 10h 30 alors qu'il présidait à la place des fêtes de cette localité les festivités de la 52e édition de la fête de la jeunesse.

Après les Nations Unis, l'Union Européenne pour sa part dans un communiqué publié sur son site internet le 07 janvier dernier s'était montrée très préoccupée par l'escalade des violences

entre combattants pro sécessionnistes et forces de défense camerounaise. L'organisation européenne avait condamné les meurtres des gendarmes en soulignant dans la foulée que le recours à la violence ne peut permettre d'atteindre des objectifs politiques et invitait les forces de sécurité à l'usage « proportionné » de la force dans l'exercice de leurs fonctions